



## LE PREMIER REBELLE



Nina BATALLI: Patrascanu (1947)

La dernière fois que je vis Lucretiu Patrascanu ce fut à Paris en février 1947, chez le sculpteur Constantin Brancusi. C'était une froide mais claire matinée d'hiver dans le célèbre quartier de Montparnasse. A Paris avait lieu la conférence de la paix: cette paix qui, en réalité, marquait le début d'une guerre sourde, la tombée du rideau de fer, le début de toute une série d'injustices qui frappaient la moitié de notre Europe.

Mais dans l'atelier de Brancusi, Impasse Ronsin, Patrascanu avait trouvé la vraie paix. Nous regardions en silence les bizarres sculptures blanches et dorées qui nous entouraient; quelqu'un se mit à réciter des vers de Georges Bacovia qui plaisaient tant à Patrascanu. Puis Patrascanu nous parla d'Eugene Ionesco, alors peu connu, mais dans l'avenir duquel il avait confiance.

Pour le lecteur peu au courant de l'histoire politique roumaine, nous dirons que Patrascanu a été la figure la plus haute du mouvement ouvrier de son Pays. C'était un intellectuel d'élite, un homme de pensée et d'action qui, ministre de la justice, se révolta en 1946 contre le régime de piraterie instauré par les Soviets en Roumanie. Il a été le premier rebelle d'au delà le rideau de fer. Et il a payé de sa vie sa foi dans l'idée d'indépendance et de dignité nationale qui ne pouvait trouver place dans la jungle stalinienne.

Est-ce le gouvernement de Bucarest qui réhabilite aujourd'hui Patrascanu?

Non. C'est lui, Patrascanu qui, outre tombe, essaie de ramener en Roumanie le sentiment de la justice et de l'humanité. Pas pour lui; pour ceux qui sont restés. Y parviendra-t-il?

Horia Roman

# LUCRETIU PATRASCANU

*La résolution adoptée par le Comité central du Parti communiste roumain qui s'est réuni du 22 au 25 avril dernier, à Bucarest, a procédé à l'entière réhabilitation de Lucretiu Patrascanu, ancien ministre de la Justice en Roumanie, fusillé en 1954.*

*Deux faits ressortent clairement de ce document:*

1 - Tous les chefs d'accusation contre Patrascanu ont été complètement inventés par la police politique;

2 - Le principal responsable de ce véritable assassinat a été Gheorghe Gheorghiu-Dej.

*En 1959, à l'occasion du Ve anniversaire de la mort de Patrascanu, le « Bulletin Européen » (n. 617, juin-juillet 1959, pages 4 et 5) publiait un long et élogieux article à sa mémoire, sous le titre « Il y a cinq ans en Roumanie, LIQUIDATION D'UN PUR ».*

*Nous disions, entre autre:*

*«...Aucune information précise toutefois ne parvint plus à son sujet après l'année 1948 jusqu'à il y a cinq ans, quand, par un simple communiqué, Radio Bucarest annonça qu'il avait été fusillé.*

*Evidemment l'élimination de Patrascanu de la scène politique roumaine advenue avec un étrange retard et à un moment où ses ennemis les plus acharnés avaient déjà été liquidés (aussi bien Anna Pauker que Luca et Georgescu étaient depuis longtemps hors de la circulation) ne pouvait avoir qu'une seule explication. La popularité du premier secrétaire du parti communiste roumain ne cessait de croître, beaucoup espéraient dans un prochain retour au pouvoir de l'ancien ministre de la Justice, lequel maintenait encore d'excellentes amitiés dans les milieux intellectuels roumains et jouissait d'une grande popularité dans de larges couches de la classe ouvrière: or, au premier ministre d'alors, Gheorghiu - Dej, cette popularité portait ombrage et le seul moyen de ne plus entendre parler de Patrascanu, c'était de l'éliminer... ».*

*Il y a neuf ans, rien de précis n'indiquait que Gheorghiu - Dej pût être le responsable de cette élimination. Notre insinuation n'était qu'une simple déduction logique. On savait alors que l'arrestation avait été décidée en*

*1948 par le quatuor Anna Pauker, Vasile Luca, Iosif Kisinevski et Teohari Georgescu. quatuor de triste mémoire dans l'histoire du peuple roumain (certains des quatre ne connaissaient même pas la langue nationale; on disait que dans le Conseil des ministres de Bucarest, ces « Roumains » parlaient entre eux à grand renfort de dictionnaires et d'interprètes).*

*S'il est difficile d'écrire l'histoire d'un Pays quand on en est loin, il est pour le moins tout aussi difficile, sous un régime de dictature, de l'écrire en y vivant.*

*Les journaux locaux offrent des versions soigneusement revues et corrigées des événements; des agents dûment chapitrés ou même des personnes de bonne foi insinuent des doutes ou créent des situations imaginaires d'autant plus trompeuses que quelques accents de vérité, quelques faits réels s'y mêlent aux mensonges. A la fin, les éléments essentiels de l'épisode se trouvent éliminés ou noyés dans un inextricable rébus.*

*On disait alors que Lucretiu Patrascanu avait été fusillé en 1954 sur l'ordre du ministre de l'Intérieur, un certain Draghici et de trois autres personnages de moindre importance lesquels, pris de panique à l'avènement de Krouchtchev, voulaient empêcher un retour de Patrascanu au pouvoir pour effacer les traces de certaines responsabilités qu'ils avaient assumées. On disait que Dej, averti trop tard de ce qui était arrivé, en avait été douloureusement frappé, mais qu'il s'était tu « pour raisons d'état ». On disait...*

*Ce que « l'on disait » n'a plus d'importance. On sait maintenant quelle terrible responsabilité a été la sienne dans ce tragique épisode. Et son mythe s'écroule.*

\* \* \*

*J'ai connu personnellement Gheorghiu - Dej il y a trente-cinq ans, pendant son procès à propos des grèves des chemins de fer. Il était jugé et condamné pour un délit inexistant. Dans la cage des accusés, les pieds enchaînés, il affrontait ses juges avec intelligence et dignité. Destin étrange: avec lui, alors, fut condamné par contumace Patrascanu, instigateur moral de la grève.*

*Quoi donc a déterminé, vingt ans plus tard,*

*l'ouvrier de Grivitză, à faire tuer son vieux compagnon de lutte?*

*Dans les dernières années de sa vie, Gheorghiu-Dej entreprit d'affranchir la Roumanie de la pression du Kremlin avec tant de décision, de courage et de violence qu'il devint d'un jour à l'autre, célèbre et vivement apprécié non seulement dans son Pays, mais dans tout le monde occidental. Les Russes organisèrent trois attentats contre lui et Krouchtchev lui-même lui tendit un piège pour l'attirer en Russie. Le drapeau de l'indépendance et de la dignité nationale brandi par Gheorghiu-Dej, première réaction concrète après vingt ans de spoliations et d'oppression contre un peuple de 20 millions d'hommes est le même drapeau que ses successeurs ont aujourd'hui empoigné, et c'était, en réalité, le « credo » de Patrascanu. La Russie reste l'ennemi n° 1 de l'Europe et donc du peuple roumain.*

#### EXTRAITS DE LA "RÉSOLUTION" DU PARTI COMMUNISTE ROUMAIN

« ... Comme on le sait, Lucretziu Pătrășcanu a été l'un des militants de vieille date de notre mouvement révolutionnaire. Il a adhéré au mouvement ouvrier en 1919, devenant membre du P.C.R. lors de sa constitution en 1921. Lucretziu Pătrășcanu a participé à la majorité des congrès du parti, il a été à plusieurs reprises membre du Comité Central et a rempli des fonctions de responsabilité. Pătrășcanu a participé effectivement à la préparation de l'insurrection armée d'août 1944 et a occupé, en qualité de représentant du P.C.R., fonction de ministre sans porte-feuille dans le gouvernement instauré le 23 août 1944 et, après le remaniement du gouvernement, en novembre 1944, celle de ministre de la Justice. La Conférence Nationale du P.C.R., d'octobre 1945, l'a élu membre du Comité Central et en 1946 il a été, pour un court laps de temps, membre du Bureau Politique du C.C. du P.C.R. Au Congrès d'unification, de février 1948, il n'a plus été élu parmi les membres du Comité Central et, en mars 1948, il a été destitué de la fonction de ministre de la Justice.

Patrascanu: une forte personnalité

Lucretziu Pătrășcanu a joui de l'estime de larges milieux de notre peuple, étant considéré comme l'un des militants marquants du parti communiste. Dans son activité, il a commis aussi certaines erreurs; la commis-

La « Résolution » énumère également les noms des membres du parti communiste roumain illégalement justiciés. Ce sont une vingtaine de noms. Mais l'opinion publique roumaine et mondiale attend une autre liste: celle de ceux qui n'appartenant pas au parti communiste roumain ont été mis à mort à la façon stalinienne, avec et surtout sans procès. La liste devrait comprendre des centaines de milliers de noms, avec, en tête, celui du grand transylvain Iuliu Maniu.

Quand donc le gouvernement de Bucarest se décidera-t-il à le faire?

Les récentes révélations du parti communiste roumain jettent une ombre pénible sur la figure de Gheorghiu-Dej. On pourrait dire, toutes proportions gardées, que Robespierre aussi a fait tuer Danton. Mais l'un et l'autre ont place dans l'histoire.

Horia Roman

sion de parti n'a pas eu la tâche d'analyser toute son activité politiques, les mérites et les limites de son activité, mais seulement le bien fondé des graves accusations formulées à son adresse lors du procès où il a été jugé.

La commission a constaté que Lucretziu Pătrășcanu a été accusé d'avoir commis les suivants faits à caractère pénal:

a) crime contre la paix; il a été accusé d'avoir été l'agent de la sûreté bourgeoise-agricole et fasciste, ainsi que du service d'espionnage britannique, d'avoir déployé une activité de désagrégation dans l'intérieur du parti, de paralysé des actions du Parti Communiste Roumain dans la lutte contre le fascisme et la guerre impérialiste, une activité à l'appui d'Antonesco et de la guerre anti-soviétique;

b) crime de haute trahison; après le 23 août 1944, en qualité de ministre de la Justice, il aurait organisé un groupe comploteur contre l'Etat le quel, avec l'aide des impérialistes américains et britanniques, par l'intermédiaire de leurs services d'espionnage, il aurait déployé une action de renversement par violence du régime démocratique instauré le 6 mars 1945;

c) crime de haute trahison; il aurait transmis aux services d'espionnage américain et britannique, après le 23 août 1944, des informations à caractère secret concernant la sécurité de l'Etat.

## La « trahison » de Patrascanu, une infâme calomnie policière

Analysant à fond et vérifiant de façon multilatérale les preuves présentées à l'instance, les dépositions des témoins et des autres personnes impliquées dans le procès, la commission de parti a constaté que toutes les accusations formulées à l'adresse de Lucretziu Pătrășcanu ont été dénuées de tout fondement, ayant représenté des falsifications grossières forgées de toutes pièces au cours de enquêtes. Les déclarations sur lesquelles se sont appuyées les accusations contiennent de fausses assertions qui ne concordent pas entre elles; elles ont été obtenues au long de plusieurs années d'enquêtes, au moyen de *contraintes physiques* et de pressions morales, de mises en scène et d'actes arbitraires, de faux et d'illégalités, certaines de ces déclarations étant ultérieurement rétractées par les personnes enquêtées. La commission a abouti à la conclusion que les accusations formulées à l'adresse de Pătrășcanu d'avoir été agent de la sûreté, d'avoir travaillé pour les services d'espionnage étrangers en vue de la désagrégation dans l'intérieur du parti communiste, d'avoir organisé un groupe comploteur contre l'Etat et d'avoir déployé une action de renversement par la violence du régime démocratique, d'avoir comploté contre l'indépendance du pays, de même que les autres actes qui lui sont attribués dans l'acte d'accusation sont dépourvus de tout fondement.

Appréciant la justesse et le bien fondé des conclusions de la commission de parti, le Plénum du Comité Central considère que le procès intenté à Lucretziu Patrascanu a été monté de toutes pièces, celui-ci ayant été condamné par la violation des normes les plus élémentaires de la légalité et de justice.

Lucretziu Pătrășcanu a été arrêté abusivement le 28 avril 1948 et enquêté tout d'abord par une commission dont faisaient partie les camarades Techari Georgesco, Iosif Ranghetz et Alexandru Drăghici. Bien que ces recherches aient duré 17 mois, elles n'ont pas réussi à mettre à jour des faits de nature à prouver la culpabilité de L. Pătrășcanu. Cependant celui-ci a été déféré aux organismes d'Etat, étant enquêté plus avant, en état d'arrestation, d'abord par le service secret d'informations et, puis, par des organismes de la sécurité du ministère de l'Intérieur.

Pendant cette période, notamment le 6 décembre 1949, a été publié le rapport présenté par Gheorghiu Gheorghiu-Dej à la Conférence du Bureau Informatif des Partis communistes, où Lucretziu Pătrășcanu était stigmatisé, sans aucune preuve, comme agent des services d'espionnage anglo-américains.

Les assertions du rapport ont orienté les organes chargés de l'enquête vers la fabrication de preuves destinées à confirmer, par tous les moyens, les accusations formulées à son adresse.

La commission a constaté que, bien que Lucretziu Pătrășcanu ait été soumis aux recherches pour des accusations tellement graves, en état d'arrestation, pendant une période d'environ quatre ans, sa situation de membre du parti n'a pas été discutée dans les organismes du parti ainsi que l'exigeaient les prévisions statutaires.

## La grave responsabilité de Gheorghiu-Dej

Au cours du plénum du Comité Central du Parti Ouvrier Roumain de mai 1952, le ministère de l'Intérieur, dirigé par Teohari Georgesco, a été critiqué par Gh. Gheorghiu-Dej pour le fait que « même après quatre ans il n'a pas mené jusqu'au bout l'enquête sur l'activité contre-révolutionnaire et d'espionnage de Pătrășcanu et de Kofler ».

Après ce plénum, aux fonctions de ministre de l'Intérieur, fut nommé Alexandru Drăghici. A cette occasion, a été créé un collectif spécial, placé sous la direction du ministre de l'Intérieur, pour mener l'enquête sur Lucretiu Pătrășcanu. Le collectif a reçu la tâche d'obtenir à tout prix des preuves de nature à justifier l'affirmation selon laquelle Lucretiu Pătrășcanu aurait été agent de la sécurité et espion anglo-américain.

Le 18 mars 1954, sur la base de l'information présentée par Alexandru Drăghici, le Bureau Politique du Comité Central du Parti Ouvrier Roumain a décidé « que l'on passe au jugement du groupe d'espions ayant en tête Pătrășcanu ».

Le procès a eu lieu du 6 au 13 avril 1954, étant violées pendant son déroulement les garanties juridiques les plus élémentaires. Le 14 avril, fut prononcée la sentence de condamnation à mort, et pendant la nuit du 16-17 avril, 1954, Lucretziu Pătrășcanu fut exécuté au pénitencier de Jilava... ».

Europe: un monde sans "zones" ni "rideaux"

## LE MINUSCULE ROCHER D'INDEPENDANCE

par

MICHEL DE LA VENTOLIÈRE

Nous assistons maintenant à l'écroulement de la suprématie anglo-saxonne en Europe sous la forme de vagues de retour d'une marée qui emporte déjà cet édifice en Afrique et en Asie. En même temps, nous assistons au processus de désintégration de l'ordre communiste. Au milieu de ce fracas, dans le tumulte des gemissements de deux ordres en liquidation, il n'y a que le rocher minuscule, chétif encore de la Communauté Européenne. La désintégration de l'ordre communiste finira par restituer à l'Europe les Européens que le rideau de fer avait tenus éloignés de leur bercaïl, mais l'écroulement de la suprématie anglo-saxonne, les vagues de retour de la marée qui emporte cette puissance, frappent durement le rocher européen et elles menacent de submerger cet îlot d'indépendance et de prospérité jeunes.

Les pays européens  
qui auront  
brisé le rideau de fer

La Communauté Européenne a devant elle la tâche difficile de se barricader contre la menace de ces vagues furieuses et de se préparer en même temps à recevoir sans hésitation et sans délai les pays européens qui auront brisé le rideau de fer pour venir prendre leur place naturelle au sein de la Communauté. Pour ce faire, la Communauté Européenne doit réexaminer ses propres assises, ses horizons et ses aspirations et arriver sans ambiguïté et au plus vite, à se définir une fois pour toutes dans sa propre structure. Elle aura bientôt à répondre à la grande question des nations qui viendront reprendre leur place naturelle dans la maison

commune: « Qu'avez-vous fait de la maison de nos pères? ».

D'autre part la Communauté doit, toujours sans tarder, entamer les travaux de renforcement de l'îlot encore exposé aux intempéries du monde anglo-saxon en déroute. Il s'agit ici d'une politique parallèle qu'elle aura à concevoir pour l'avenir: ouvrir largement les portes aux pays européens qui jusqu'ici ont été absents de la Communauté malgré eux et qui par leur adhésion ne feraient que revenir chez eux, quoique d'assez loin, et essayer en même temps de s'assurer que les autres pays qui voudraient y entrer et qui ne l'ont pas fait jusqu'ici par goût ou par nécessités politiques, offrent assez de garanties quant à leur orientation européenne dans l'avenir.

La peur  
dans laquelle l'Europe  
a vécu

Si on tient compte du fait que la suprématie anglo-saxonne fut en grande partie due à la peur dans laquelle l'Europe a vécu depuis la deuxième guerre et si on reconnaît que cette suprématie a quand-même fourni à l'Europe un certain degré de sécurité (bien souvent précaire), on serait enclin à constater qu'il s'agit ici d'un cas de gratitude sentimentale envers le monde anglo-saxon. Maints politiciens et hommes d'Etat européens ont proclamé cette gratitude et récemment on a vu qu'elle est en passe de devenir monnaie d'échange. Seulement, les responsables de la Communauté devraient savoir que l'avenir des peuples ne doit jamais être fondé sur des considérations de cet ordre et s'ils avaient quelque doute que ce soit sur ce point, le

bilan de la suprématie anglo-saxonne en Europe leur apprendrait que les Anglais et les Américains eux-mêmes ont pensé quant à eux, dans les mêmes termes. Il s'agit donc de faire un bilan et ce bilan doit être fait, car la politique n'est au fond qu'un bilan incessant : le bilan du passé et le projet-bilan qui en tient compte. Dans ce bilan, les responsables de la Communauté apprendront en chiffres exacts le prix de la sécurité précaire payé par l'économie européenne l'hypothèque mise per cette suprématie sur la politique européenne (l'hypothèque dont les meilleurs effets sont l'accord de Yalta et le pacte de non prolifération nucléaire) et un alignement subreptice de la vie sociale quotidienne européenne sur celle du monde anglo-saxon. Cet alignement qu'on se plaît encore à appeler influence et interpénétration, menace souvent les bases mêmes des traditions sociales et morales de l'Europe.

Dispensés de toute  
servitude et  
d'humble gratitude

Nul ne saurait faire de ce bilan un instrument d'accusation contre les Anglo-saxons ni concevoir à partir de lui une politique hostile à l'égard de ceux qui en définitive, n'ont apporté à l'Europe que ce qu'ils avaient, mais tout Européen conscient serait d'accord pour reconnaître que ce bilan dispense la politique européenne de l'avenir de toute servitude d'ordre sentimental et d'humble gratitude. A l'instar des Anglo-Américains, la Communauté se doit à elle-même et à ceux qui viendront bientôt reprendre leur place dans la maison commune. Elle doit concevoir une politique qui soit celle de ses membres, car le temps de la politique des maîtres est révolu. L'ilot qu'est la Communauté d'aujourd'hui doit inaugurer l'ère du retour à l'Europe de ceux qui furent captifs; l'ère de l'europanisation de ceux qu'une politique d'hégémonie a tenus à l'écart; l'ère d'une amitié d'égal à égal avec les Etats et l'U.R.S.S., géants non-européens qui devraient être invités à trouver en Europe le sens moderne d'un monde sans zones et sans rideaux.

Toutes les intrigues, toutes les plaidoiries pour ou contre la Communauté, pour ou contre l'entrée dans la Communauté de tel ou tel pays, ne sont en réalité que des manifestations qui trahissent ou bien le complot qui vise à la désintégration de la Communauté Européenne ou bien l'ignorance totale de ce que cette Communauté est et se doit d'être.

## A la maison de l'Europe RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE

*Le 9 mars, s'est déroulée à la maison de l'Europe de Paris, à l'instigation du Cercle des jeunes Européens, de l'Association des lauréats de la Journée européenne des écoles et de l'Association des élèves et jeunes ingénieurs de la Communauté européenne, une journée d'étude sur le thème « indépendance européenne et recherche scientifique et technologique »:*

*Trois exposés ont fourni la substance du débat très animé qui s'est instauré sous la présidence de M. Gérard Fuchs, attaché de recherche au C.N.R.S., responsable parisien des jeunes du Mouvement fédéraliste européen*

*M. Jean-Jacques Salomon, chef de la division des politiques de la science à l'O.C.D.E. parla d'abord de l'« écart technologique entre l'Europe et les Etats-Unis ». Reprenant de manière approfondie une analyse que le Défi américain commence à faire connaître d'un large public, il souligna que « la concurrence par innovation se substitue à la concurrence par production » et cita parmi les causes de l'écart l'inadaptation de nos universités et l'excessive centralisation qui freine l'initiative dans trop de secteurs industriels. M. Guéron, conseiller général pour la recherche scientifique auprès de la commission des Communautés européennes, parla des « réalisations scientifiques européennes » le C.E.R.N., entreprise sans caractère industriel ni politique, à l'avenir aujourd'hui incertain; les organisations spatiales (E.L.D.O., E.S.R.O) qui ont pris un retard considérable, dû pour une part à l'insuffisance des pouvoirs de liaison accordés au secrétariat international; l'Euratom, enfin, qui, malgré des recherches de qualité, n'a pu obtenir des Six le choix d'une filière unique permettant la création d'une fabrication et d'un marché de vastes dimensions.*

*Enfin, M. Saint-Sernin, conseiller pour les questions internationales à la D.G.R.S.T. parla de « la coopération scientifique bilatérale ». Si le bilatéralisme est intéressant dans une phase exploratoire (France-U.R.S.S.), parfois encore lorsqu'il associe des puissances équivalentes dans un domaine précis « projet Concorde », le multilatéralisme — qui ne peut fonctionner sans un minimum d'institutions permanentes — évite les affrontements et permet, seul, d'établir un programme d'ensemble plus large où les partenaires se consentent des concessions réciproques.*

## EUROPE TOUT COURT

Le 26 avril dernier, à Paris, M.P.-H. Spaak a parlé d'un sujet qui lui tient fort à coeur: l'Europe. Nous n'avons pu assister à cette « causerie privée d'information » mais son titre nous en disait assez long pour que n'en ayons nul regret.

Il indiquait, en effet, que pour M. Spaak le problème ne présente que deux alternatives: « Europe atlantique ou Europe neutraliste? ». Or, l'une et l'autre nous semblent aussi peu alléchantes que possible. Ne pouvons-nous concevoir une Europe qui ne soit ni « atlantique », ni « neutraliste », une Europe *active*, une Europe tout court?

### Un non sens: l'Europe atlantique

Europe « atlantique »? N'est-ce pas un non sens? L'Europe est baignée par bien des mers. Elle est née sur la Méditerranée, elle a tiré de l'Orient les germes de sa civilisation et n'a cessé d'entretenir avec la Chine et avec l'Inde des échanges féconds, matériels et spirituels. Tournée vers l'Afrique, elle a commencé le processus de civilisation du continent noir. Elle n'a pas négligé la route de l'Ouest. Mais en colonisant l'Amérique elle a donné peut-être plus qu'elle n'a reçu. A ce point M. Spaak nous dira sans doute que le temps est justement venu de recevoir.

### Oui au progrès américain Non à la société américaine

Mais recevoir quoi? Les capitaux qui font de nos sociétés des entreprises américaines? Et, partant, la civilisation américaine, préfabriquée à l'usage, aux goûts, au tempérament d'une société si différente de la nôtre que nous ne pourrions nous y adapter qu'à grand peine, en mettant nos propres éner-

gies au service d'un monde qui nous est étranger.

Ce que l'Amérique pouvait nous donner, les instruments du progrès économique, nous l'avons déjà reçu et compris la leçon. L'esprit pratique des Américains nous a enseigné ce qu'ont de profitable la recherche de marché, la publicité, la propagande, la production intensive, le travail d'équipe dans la recherche scientifique etc.. Ces nouveautés nous n'avons pas encore su les organiser. Les transformations imposées à la société par le développement technologique seront d'autant plus pénibles que nous n'y sommes pas préparés. Mais ce n'est pas en nous essoufflant à *suivre* l'Amérique pour rattraper un retard déjà considérable et qui, dans les conditions actuelles ne pourrait que s'aggraver, que nous ferons oeuvre utile. Au mieux, nous pourrions tout au plus devenir un continent satellite, entièrement subordonné au vouloir des U.S.A.

Quant à l'Europe « neutraliste » on ne peut l'imaginer qu'en la concevant déjà morte. Etre neutre, c'est être absent et toute absence historique est chèrement payée. D'ailleurs les jeunes générations n'ont pas envie de rester neutres. Et l'avenir de l'Europe est dans leurs mains. Leur imposer une neutralité dont s'indigne leur juvénile énergie serait les condamner à choisir *autre chose* que l'Europe, quelque chose de plus vivant, de plus engagé. Le malaise généralisé dans toutes les universités européennes est significatif. A l'Est comme à l'Ouest, à Varsovie comme à Prague, Madrid, Rome ou Paris. Et, qui plus est, il n'épargne pas l'Amérique. La aussi, par conséquent en dépit de conditions sociales et politiques mieux en rapport avec le développement de la civilisation industrielle, la jeunesse, les hommes de demain, sentent qu'ils ne sont pas satisfaits. Assassinats politiques, une démocratie où les élections se déroulent dans un climat d'entreprise commerciale à grand renfort d'attractions de foires, les désordres du racisme, l'incapacité de sortir de l'impasse où une guerre malheureuse, mal engagée, mal menée, a placé le Pays. autant d'exemples qui n'ont rien d'encourageant pour la jeunesse européenne.

Une jeunesse en  
condition de  
choisir et de participer

Ce que veut la jeunesse européenne, c'est qu'on la mette en condition d'agir demain de sa propre initiative en lui donnant une plus grande faculté de choix et de participation. Les jeunes européens ne veulent pas être les instruments d'un système commandé par les forces aveugles de la production et de la consommation; un système où ils savent qu'en raison du progrès incessant de la technologie ils seront demain menacés par les chômages imprévus, les reconversions improvisées de la dernière heure, la disqualification, la dévaluation rapide des cadres mal préparés et de la main d'oeuvre inadaptée. Pour remédier à ces dangers de notre civilisation industrielle, soumise à des organisations sociales surannées (comme dans nos vieux pays de l'Ouest) ou systématiquement révolutionnaires et abstraitement totalitaristes (comme chez les peuples d'Europe de l'Est), il faut redéfinir une *société politique européenne* unie, réaliste et jeune.

Société industrielle ou société paysanne, les deux facteurs de la prospérité économique, ont à affronter des changements rapides. L'agriculture française, morcelée, souffre d'un malaise analogue à celui de nos industries européennes. En ce printemps de l'année 1968, le marché commun agricole européen se débat dans les pires difficultés. Les excédents de production dans certains pays (le lait en Hollande, par exemple), compromettent l'équilibre de la communauté, font une concurrence acharnée au labueur des paysans d'autres pays. La petite entreprise est impuissante à faire front aux nouvelles exigences du marché: augmentation de la production, nécessité d'un outillage gigantesque, concurrence imbattable des grandes exploitations. Seule une nouvelle société politique peut élaborer les nouveaux cadres sociaux où la machine ne pourra asservir une main d'oeuvre esclave du dirigisme forcé d'une bureaucratie toute-puissante.

Une fois construite cette nouvelle société politique que réclame la jeunesse universitaire de tous les pays, l'Europe n'aura plus besoin d'être *atlantique* ou *neutraliste*. Elle sera l'Europe, rendue à elle-même et essez forte pour faire sentir le poids de sa présence.

A. Pellevant - Gini

—LES PROBLÈMES DE LA MAIN D'OEUVRE—  
DANS LE MARCHÉ COMMUN

*Nous publions ci-dessous la seconde partie du rapport présenté par Mme Marcelle Lazard secrétaire générale de la Maison de l'Europe à Paris, Présidente de la Commission féminine du Mouvement Européen, au cours du Colloque Européen organisé en novembre 1966 par l'Amicale internationale des Elus municipales.*

Pour que soit attribuée la participation du Fonds social européen à raison de 50% des dépenses, l'autre moitié demeurant à la charge des Etats ou organismes de droit public, plusieurs clauses interviennent:

1) l'emploi à plein temps des travailleurs intéressés depuis au moins 6 mois dans l'entreprise reconvertie;

2) la présentation par le Gouvernement du projet établi par l'entreprise;

3) son acceptation par la Commission.

Remarquons en passant que si cet article semble assez bien établir les conditions de l'indemnisation des entreprises intéressées par une reconversion, rien n'est dit quant aux garanties apportées aux travailleurs et moins encore de ce qu'il advient de ceux qui sont éliminés, ou de ceux touchés par des disparitions pures et simples d'entreprises.

Enfin, très général, l'article 128 postule le principe de la recherche d'une politique commune de formation professionnelle et cela pour:

1) permettre les adaptations professionnelles ou compenser les détriments occasionnés par les pertes d'emplois, assurer l'égalité des droits.

2) le cas échéant, faciliter le plein exercice de citoyenneté, aux travailleurs désireux de se fixer sur le lieu de leur travail.

Mais en dehors de l'aspect psychologique du problème de la mobilité des travailleurs, il n'en demeure pas moins que les aspects matériels en sont le support et peuvent seuls permettre que les bouleversements se réalisent sans trop de résistance.

Nous en rappellerons les points essentiels:

— Réinstallation assurée, non seulement sur le plan du logement, mais assurant au travailleur une équivalence aussi proche que possible de confort, de scolarisation pour les enfants, de loisirs, de continuation de ses participations intellectuelles ou confessionnelles.

— Stabilité de l'emploi, assortie cependant du droit librement reconnu de changer d'emploi, de domicile, de se former à de nouvelles connaissances (libre accès à la formation et à la réadaptation).

— Réduction des délais permettant aux

travailleurs migrants de jouir des mêmes droits syndicaux que les travailleurs du pays d'accueil ainsi que de la même législation.

— Mise en oeuvre d'un programme de logement — logements décents, logements familiaux et non casernement.

Enfin, favoriser la promotion sociale et civique des travailleurs étrangers en leur donnant la possibilité d'apprendre rapidement et gratuitement la langue du pays auquel ils doivent s'intégrer; en effet, ne pas connaître la langue du pays dans lequel on travaille est un grand handicap! Cette situation peut favoriser la naissance de préjugés et même de racisme...

Mais nous insistons encore une fois ici sur le fait que le travailleur ne doit pas être considéré uniquement comme un facteur de la production. *Cet être humain doit être envisagé dans sa réalité familiale*: ce n'est pas une unité qu'il s'agit de déplacer et de loger mais un chef de famille effectif ou en devenir. Traduisons plus simplement: il faut déplacer le travailleur avec sa famille et lui assurer un logement non pas individuel mais familial. On n'aurait pas satisfait aux exigences morales et sociales en assurant à l'ouvrier transplanté une chambre ou une place en dortoir, fut-ce avec tout le confort possible. Si l'ouvrier est célibataire, il faut envisager qu'il peut ne plus l'être demain, et que la norme sociale, c'est la famille.

Ainsi est posé le problème du travail salarié éventuel des *femmes* des travailleurs et celui de *l'école* pour les enfants.

Cela complique certes le problème de transfert de main-d'oeuvre mais on ne saurait trop veiller à ce que ces conditions soient respectées.

Selon un rapport de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe, l'Europe occidentale comptait à la fin de 1965 plus de cinq millions de travailleurs étrangers dont quatre millions d'Européens travaillant dans un autre pays que le leur et un million de Nord-Africains, Antillais et Asiatiques.

L'Italie venait en tête des fournisseurs de la main-d'oeuvre étrangère avec 500.000 de ses travailleurs en Suisse, 372.000 en Allemagne et 340.000 en France.

Venaient ensuite l'Espagne avec 346.000 en France, 183.000 en Allemagne et 79.000 en Suisse, l'Afrique du Nord avec 335.000 en France, la Grèce avec 225.000 dont la majorité en Allemagne.

En Suisse et au Luxembourg, la main-d'oeuvre étrangère représentait jusqu'à 30% de la main-d'oeuvre totale.

La France, et plus particulièrement la région parisienne accueille chaque année plusieurs milliers de travailleurs étrangers (aux

dernières statistiques plus de 2.000.000 d'étrangers travaillent en France).

Il me semble que le rôle des femmes élues est bien de rappeler sans cesse l'aspect social et humain des problèmes au moment où a lieu une transformation gigantesque de l'économie.

Selon une enquête publiée par l'Institut de la Statistique, un travailleur français sur quatre a changé de situation professionnelle entre 1959 et 1964.

Ainsi 225.000 agriculteurs ont quitté la terre pour devenir surtout manoeuvres ou ouvriers, les industries du textile se sont vidées au profit des industries mécaniques ou électriques et beaucoup de femmes ont abandonné le commerce pour les métiers de la coiffure, de l'hygiène ou de la fonction publique.

Depuis 1964, ces déplacements professionnels se sont accentués sous l'effet des innombrables concentrations d'entreprises qui sont la marque d'une économie en mouvement.

Mais les Français, s'opposent farouchement aux changements de lieux de travail, car il est difficile d'abandonner son village ou sa ville, sa maison et ses habitudes.

Cette « seconde révolution industrielle » s'accomplit en fonction à la fois du perfectionnement des moyens techniques et de l'élargissement des espaces géographiques. Il ne dépend que de nous toutes, qu'à la différence de la première révolution industrielle du XIXème siècle celle qui s'amorce n'oublie pas que l'être humain doit en être le grand bénéficiaire.

En effet la Communauté Européenne doit améliorer non seulement le sort du consommateur, mais aussi les conditions du travailleur, puisque les possibilités extraordinaires de décentralisation, de déconcentration qu'offrent les sources d'énergie de notre temps peuvent permettre, pour peu qu'on y veuille, de créer des conditions véritablement humaines à toutes les activités.

C'est pourquoi, nous nous réjouissons qu'un groupe de travail composé d'experts des sections nationales du Conseil des Communes d'Europe dans les six pays se soit réuni il y a quelque mois à Nuremberg pour préparer un rapport du C.C.E. sur la situation sociale des travailleurs migrants dans les pays de la Communauté.

Le Conseil des Communes d'Europe est, en effet appelé à présenter un rapport sur les aspects communaux de ce problème.

Puis-je en terminant ce rapport formuler le voeu qu'au sein du Comité Economique et Social Européen dont le rôle consultatif peut être fort appréciable, siègent en plus grand nombre des femmes qui, par nature, sont plus sensibilisées aux problèmes que nous venons d'évoquer.

## Du groupe roumain de la C.I.S.L.

### A PROPOS DE LA BASSARABIE

Nous ne faisons pas de politique.

Mais nous vivons, aujourd'hui, une commémoration historique, liée au sort du peuple de notre pays d'origine, dans lequel 4 millions de syndicalistes roumains ne peuvent pas parler à cause du fait que la grande Russie soviétique leur est un voisin menaçant.

C'est pourquoi nous avons le devoir de parler, nous.

Il y a 50 ans, le 27 mars 1918, la BASSARABIE, moitié orientale de la Moldavie roumaine de toujours, est revenue à la Roumanie.

Ceci :

- en vertu même du « Décret sur les nationalités » de Novembre 1917 qui fixait le droit des diverses populations de Russie à leur pleine souveraineté et à disposer librement de leur sort, y compris la séparation d'avec la Russie soviétique
- en vertu de la décision du Conseil du Pays de Chisinau, capitale de la Bassarabie, dans lequel les roumains détenaient 70% des voix - décision confirmée à l'unanimité (mars 1919), par la Commission alliée de Paix de Paris, qui a pris en considération « les aspirations de la population de Bassarabie, le caractère roumain de cette région (entre le Prut et le Dniestre) du point de vue géographique et ethnique comme aussi du point de vue des arguments historiques et économiques... ».

Il s'agit de l'Alsace-Lorraine roumaine; même le nom de Bassarabia provient d'un prince roumain nommé Basarab.

La Bassarabia a été annexée la première fois, par la Russie du Tsar Alexandre 1<sup>er</sup>, en 1812, après le traité de paix russo-turc de Bucarest - bien que les turcs n'avaient aucun droit à céder ce qui ne leur appartenait pas, les principautés roumaines de Valachie et de Moldavie n'ayant jamais été annexées à l'Empire ottoman.

En 1856, après la guerre de Crimée, le Congrès de Paris impose à la Russie de rendre à la Moldavie, le sud de la Bassarabie; le même Congrès approuve l'union de la Valachie avec la Moldavie, le peuple daco-roumain donnant à leur pays le nom de România, en 1866.

Ensuite, à l'occasion de la guerre russo-turque en 1877, la Russie s'empare à nouveau du sud de la Bassarabie, pour arriver jusqu'à l'embouchure du Danube, fleuve in-

ternational qui traverse 7 pays avant de se déverser dans la mer Noire.

Il s'ensuivit la décision historique de Chisinau en 1918 - du rattachement de la Bassarabie à la Roumanie - que nous commémorons aujourd'hui.

Mais, à la suite de l'entente entre Hitler et Staline et du pacte Ribentrop-Molotov, en 1939, la Russie adressait, au mois de juin 1940, un ultimatum à la Roumanie pour s'emparer à nouveau de la Bassarabie et, en plus, du nord de la Bucovine (région qui n'a jamais appartenu à la Russie) - un total de 50.700 km<sup>2</sup> avec une population de 4.340.000 habitants, dont 65% de roumains.

Il est évident qu'après la deuxième guerre mondiale, la Russie soviétique a repris la politique de la Russie tsariste, d'expansion et de domination au détriment de ses voisins.

Et, comme les autres peuples martyrs, de la mer Baltique à la mer Noire, les roumains de la Bassarabie et du nord de la Bucovine connaissent le supplice des déportations.

Une première vague aussitôt après la guerre - ensuite, au printemps de 1955 (plus de 350.000 hommes) - puis à l'automne de 1960 - et enfin des déportations qui ont repris récemment par les déplacements « planifiés » de populations, comme reconnaît le journal officiel Sovietskaia Moldavia.

Durant ces dernières années, il y a eu des révoltes locales avec des morts et des blessés, lorsque les autorités soviétiques sont venues embarquer dans des camions la population destinée au « déplacement planifié ».

Des familles entières ont réussi à passer le Prut en Roumanie, en se réfugiant dans les villes de Iassi, Bârlad, Galati, qui se trouvent près de la frontière - et les autorités roumaines leur ont accordé l'hospitalité et les ont dirigées, pour travailler, vers des usines ou des exploitations agricoles de l'intérieur du pays...

Nous faisons appel à vous, chers camarades et amis, pour que vous portiez à la connaissance des instances internationales, à la connaissance du monde du travail, le drame des territoires dont s'est emparée la Russie après la dernière guerre, et la frontière artificielle qui sépare notre pays de la province roumaine de Bassarabie.

# Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

## *Soucis purement domestiques*

La défaite retentissante du parti travailliste aux élections partielles du mois de mars revêt une signification presque lugubre pour les Conservateurs aussi bien que pour la nation britannique entière. De l'analyse du scrutin on comprend, en effet, que la victoire des candidats conservateurs a été particulièrement due à l'abstention massive de ceux qui généralement votent pour les travaillistes. Le déplacement des votes travaillistes vers les Conservateurs a été minime. Les votes de mars furent surtout des votes anti-travaillistes mais nullement gagnés par les Conservateurs et ceci, ajouté aux abstentions massives à tel point que les journaux eux-mêmes ont été aussi discrets que possible sur le vrai pourcentage, détermine le caractère lugubre de ces élections partielles. L'électorat britannique a manifesté son manque de confiance dans les politiciens et dans les partis politiques du pays. Ceci approfondit davantage la crise par laquelle passe la politique britannique à présent. Si les électeurs ont voté contre les travaillistes ou se sont abstenus, comme ils vont le faire, sans doute, aux élections générales, c'est à cause de la misère morale et matérielle dans laquelle le gouvernement de M. Wilson a plongé le pays; mais les électeurs n'ont pas de confiance pour autant dans le parti conservateur. Les électeurs reprochent aux Conservateurs d'avoir mené une politique négative tantôt d'opposition, de circonstance, tantôt de lâcheté en évitant l'issue principale devant la nation aussi bien qu'aux Communes. C'est ainsi que l'on reproche à M. Heath d'avoir spontanément et sans consulter ses collègues, appuyé M. Wilson lors de l'inauguration de la politique néfaste de guerre économique et politique contre la Rhodesie. Pris dans le filet de cette erreur fondamentale, le parti conservateur n'arrive pas à se dégager malgré les efforts héroïques déployés depuis par Sir Alec Douglas-Homes. Les électeurs reprochent aussi aux Conservateurs de ne pas avoir fait une opposition

sérieuse à la Loi sur les Relations Raciales qui constitue un grand empiétement sur la liberté d'expression des Britanniques.

Depuis qu'ils sont au pouvoir, les Travaillistes ont pu décider la réorganisation de l'enseignement national sur des bases politiques rétrogrades en remettant l'instruction publique à l'heure victorienne; ils ont pu décider la nationalisation de l'industrie sidérurgique pour une somme globale de compensation qui se situe dans les environs des 600 millions livres Sterling à une époque où l'Angleterre ne fait qu'emprunter de l'argent à l'étranger; ils ont pu inféoder l'économie britannique aux intérêts américains au moment où le gouvernement prétend orienter les destinées du pays vers l'Europe; ils ont pu augmenter la dette publique de plus de 400 millions tout en réduisant la force combattive du pays à la dimension symbolique et toutes ces mesures n'ont rencontré de la part des Conservateurs qu'une opposition de circonstance, une opposition molle et sans conviction lorsqu'ils n'ont pas été des complices par omission.

« Les Conservateurs ont peur de prendre le pouvoir » c'est la grave sentence des électeurs britanniques. La crise de confiance affecte donc les deux grands partis et cette crise, ajoutée à la vacance de pouvoir créée par le divorce complet entre le gouvernement et le pays, pose le problème de la continuité même de l'ordre social britannique. Le nationalisme local écossais, gallois et celui qui surgit en Cornouailles, en Yorkshire et en East Anglia, ne sont que des signes mineurs d'une désintégration qui menace de devenir réalité. Certains hommes politiques parlent déjà d'un régime autoritaire comme la solution inévitable et d'autres, parmi lesquels l'éminent leader conservateur M. Quintin Hogg, parlent même d'une dictature purement et simplement. L'apathie de la nation, le manque de confiance dans les hommes et les partis politiques et l'incapacité des deux partis d'offrir une solution viable à la crise de « de-victorianisation » du pays, sont à l'heure actuelle les problèmes qui préoccupent tout le monde.

Il va de soi que dans cette confusion gé-

nerale, dans ce désarroi, ce pessimisme croissant qui gagne les masses populaires, la question de l'entrée dans le Marché Commun est complètement oubliée. Elle ne préoccupe maintenant que M. Wilson et ses intimes, car elle reste toujours l'espoir de la sauvegarde du parti travailliste aux élections générales. Pour le grand public cette question a perdu même l'intérêt académique qu'elle avait à un moment donné, car que l'on veuille ou non, les événements ne cessent pas de confirmer les vues du gouvernement français: l'Angleterre doit procéder à une grande réforme structurale avant qu'elle puisse entrer dans la Communauté européenne.

### *Bureaucratie à l'usage du Marché Commun*

Une Angleterre travailliste membre de la Communauté européenne aurait beaucoup à apprendre à ses partenaires et en voici un exemple:

Il y a un an le gouvernement a créé la Commission Foncière qui devait acquérir les terrains destinés à la construction des maisons pour le compte de la nation. Il s'agissait donc de mettre un terme à l'exploitation des spéculateurs.

Cette Commission Foncière a commencé par engager 14.000 fonctionnaires d'Etat dont les salaires montent à la somme globale de deux millions de livres par an. Elle a perçu en taxes la somme de 500.000 livres en dépensant en total la somme de 3.200.000 livres. Sunday Express du 7 avril se demande combien de terrain a acquis cette Commission pour le compte de l'Etat après toutes ces dépenses et le journal vient de trouver la réponse: à peu près un hectare.

### *On trouve encore un peu de bon sens*

Un conseiller économique du parti libéral britannique vient de publier un article intéressant dans le Weekend Telegraph du 5 avril. Il commence par dire que: **«L'idée que n'importe quel gouvernement britannique pourrait forcer le Général de Gaulle à admettre vite la Grande Bretagne dans le Marché Commun contre son propre gré a**

**toujours paru non plausible. Elle a été certainement infirmée par les événements de l'année dernière. Les lourdes pressions des mois récents n'ont créé que des animosités, ont placé l'Allemagne dans une position impossible, ont encouragé une réaction nationaliste en Grande Bretagne elle-même, et ont isolé, non pas la France, mais la Grande Bretagne».**

L'auteur recommande une méthode de collaboration sincère et ouverte, à commencer par les secrets technologiques qui, selon l'auteur, sont tenus comme monnaie de rechange, par le Foreign Office qui de ce fait **«trahit l'ignorance de la manière dont la technologie et l'industrie fonctionnent»**. En continuant, l'article insiste sur le fait que le gouvernement britannique devrait faire des propositions précises quant à la création d'une union monétaire européenne avec une monnaie destinée à remplacer la livre sterling.

En dénonçant comme absurde l'idée des dirigeants britanniques selon laquelle il y aurait un complot français derrière toute fluctuation sur le marché de l'or et derrière toute faiblesse de l'hégémonie anglo-saxonne, l'auteur dit:

**«Les Français ont raison de dire que la manière et le degré dans lesquels la dévaluation britannique a été faite, ont été conditionnés par les besoins des Américains»:**

C'est ainsi que l'auteur arrive à la conclusion qu'il est du devoir de l'Angleterre de contribuer au renforcement de l'Europe en aidant la prise de mesures destinées à remplacer le système qui est à l'heure actuelle basé entièrement sur l'appui américain en Angleterre et conditionné par la prospérité du dollar dans le monde entier. Enfin l'auteur se déclare en faveur d'une forme d'association qui permettrait à l'Angleterre de faire les réformes nécessaires pour qu'elle puisse accéder dans un proche avenir à la qualité de membre de la Communauté européenne.

### *Les partis invisibles*

Personne n'ignore qu'en Angleterre, en dehors des partis politiques ouvertement déclarés il y a aussi les syndicats groupés en Unions qui sont à l'heure actuelle de puissants partis politiques. Représentés aux Communes, dans la Chambre des Lords et dans tous les organismes d'Etat aussi bien que dans les Conseils du gouvernement local, ces syndicats sont arrivés à avoir une influence décisive dans la vie du pays. Il fal-

lait s'attendre à ce que des syndicats dont le pouvoir réel dépasse celui du gouvernement et qui ensemble forment le plus grand capitaliste de la Grande Bretagne s'adonnent à l'exercice de l'influence politique ouverte et occulte, selon le cas et selon le secteur qu'ils veulent dominer. Les hommes politiques, au lieu de défendre la forme démocratique traditionnelle du pays, ont au contraire reconnu la puissance des syndicats et depuis la deuxième guerre mondiale cette reconnaissance s'est accrue d'une manière considérable au point que de nos jours les politiciens qui cherchent l'influence politique sur le plan national s'arrangent pour être membres d'un syndicat quelconque, même si en réalité ils n'ont rien de commun avec l'organisation, du point de vue professionnel. C'est ainsi que tous les ministres travaillistes appartiennent à un syndicat de leur choix ou, disons plutôt, du choix du syndicat en question et que beaucoup de politiciens conservateurs on suivi leur exemple. Il n'est pas rare de voir des politiciens sans profession figurer comme membres d'un syndicat, comme celui du transport ou des employés municipaux, comme il n'est pas rare de voir des politiciens ayant eu des professions libérales, figurer comme membres des syndicats les plus éloignés des préoccupations professionnelles des dits membres.

Sir Cyril Osborne, député conservateur, qui depuis des années tire la cloche d'alarme sur la question de l'immigration des personnes de couleur en Angleterre, vient de briguer l'influence politique nationale en demandant récemment d'être reçu membre du syndicat du transport, un des plus puissants et des plus riches syndicats d'Angleterre, une vraie usine de ministres. Il a été, bien entendu, refusé sous prétexte que sa profession est celle de directeur d'entreprise, mais le Sunday Express du 7 avril nous apprend que le syndicats du transport compte au moins neuf membres, tous des élus travaillistes, dont les professions seraient les suivantes: un directeur d'entreprise, trois avoués, deux avocats dont un membre du gouvernement, deux journalistes et un mathématicien membre du gouvernement.

Si on pense que les syndicats d'Angleterre ont le pouvoir de refuser l'emploi à toute personne qui ne serait pas leur membre et que de ce fait la contribution syndicale devient obligatoire, comme la qualité de membre, si l'on pense que ces syndicats versent une contribution fixe et obligatoire dans la caisse du parti travailliste, si l'on pense aussi qu'en dehors des députés qui sont indirectement contrôlés par eux, étant leurs membres, ils comptent aussi un nombre de députés qui les repré-

sentent ouvertement et officiellement aux Communes, on comprend facilement que l'influence politique, pour ne pas dire le pouvoir, des syndicats britanniques dépasse de loin le niveau sain auquel les syndicats devraient se tenir dans une société démocratique.

### *Ce n'est possible qu'en Amérique...*

Dans son livre intitulé «Mémoires du proche avenir» paru en 1965, l'écrivain français Agnès Chabrier nous raconte comment à New York, les habitants de toute une rue ont assisté un soir, de leurs fenêtres, au spectacle inouï d'un meurtre. Le meurtrier poignardait sa victime, pour ainsi dire, en toute tranquillité, sans que personne intervienne directement et surtout, sans que personne téléphone à la police.

On aurait dit à l'époque que «cela n'est possible qu'en Amérique», mais voici que depuis que l'Angleterre de M. Wilson est en quête de votes et de popularité auprès des catégories les plus discutables de la société, cela est presque aussi bien possible en Angleterre. Pour le moment, les Anglais ne peuvent pas s'offrir le luxe d'un spectacle meurtrier à domicile, mais ils commencent de plus en plus à goûter celui de la molestation dans la rue et en plein jour, ce qui est quand-même un grand pas vers l'intégration dans la vie américaine et vers l'accomplissement de la société indulgente (permissive society) avec laquelle les Travaillistes veulent maintenir leur popularité. C'est ainsi qu'on apprend du Daily Telegraph du 4 avril qu'un gentleman, qui d'ailleurs rapporte lui-même l'incident, a été battu par un groupe d'inconnus dans une rue de Londres à 16.30 en présence de nombreux passants qui s'étaient arrêtés pour s'offrir ce spectacle, sans intervenir bien entendu, et de deux gardiens de circulation (auxiliaires de la police pour la circulation seulement). Lorsque la police fut enfin arrivée sur place appelée par la victime, la conclusion fut, paraît-il, que ces inconnus «avaient sans doute bu» et qu'il n'y avait rien à faire. C'est toujours le Daily Telegraph du 10 avril qui nous informe par la lettre d'un autre lecteur que de pareils incidents ont eu lieu avant, et il cite un cas d'il y a deux ans.

La molestation dans la rue, les injures grossières, la dévastation des locaux publics et des compartiments des trains aussi bien que la destruction des biens publics, sont devenus le passe-temps d'une certaine catégorie de la jeunesse anglaise. A Chelsea dans Londres, par exemple, aucune cabine

téléphonique ne fonctionne, étant toutes détraquées systématiquement par la jeunesse. Par prudence électorale, les Travailleurs pratiquent la politique de l'autruche et vont même plus loin en décidant d'accorder la majorité à 18 ans. Il est bien établi maintenant en Angleterre que le gouvernement travailliste entend être le gouvernement des minorités, car depuis trois ans qu'ils sont au pouvoir, la préoccupation essentielle de ce gouvernement a été constamment celle de rendre légaux les comportements indécents ou nocifs de certaines minorités de la société anglaise; il suffirait de citer à ce sujet la légalisation des pratiques homosexuelles, le refus de punir le vandalisme ou la violence et la loi sur l'avortement. Avec M. Wilson et ses amis politiques, l'Angleterre se rapproche de l'Amérique et accomplit silencieusement la société indulgente du rêve socialiste de l'autre siècle.

### *Mais la haine continue...*

Il est maintenant impossible d'ouvrir un journal anglais sans trouver un article ou au moins une information tendancieuse où la haine pour la France ne s'étale avec luxe de détails et avec la laideur la plus répugnante. Le Daily Telegraph du 6 avril publie le grand titre: « **Veto français graduel à l'entrée britannique dans les "Six"** ». Mais ce titre n'a pas paru suffisant à l'auteur, car il commence par la phrase: « **Les représentants du Général de Gaulle ont opposé leur veto à un plan de la Commission du Marché Commun pour achever l'entrée graduelle de la Grande Bretagne dans la Communauté Européenne.** »

En effet, depuis que M. Wilson a décidé de faire de la demande britannique un instrument de désintégration de la Communauté Européenne, la presse anglaise s'efforce systématiquement de démontrer au peuple britannique que tous les ministres et les hauts fonctionnaires français qui soulèvent des objections contre ces manoeuvres dangereuses ne sont pas les représentants de la France, mais les représentants du Général de Gaulle. Le Président français est présenté par la presse anglaise comme un dictateur à moitié inconscient qui enverrait partout des représentants personnels. Cette campagne de dénigrement de la personne du Général de Gaulle n'est pas restée sans écho dans l'esprit des Anglais moyens, car à l'heure actuelle la personne du président français n'est pas loin d'égaliser la figure légendaire de « l'Ogre » que fut

Napoléon en son temps. La haine a réussi, et si bien, que souvent les gens qui manifestent cette haine, pris de nour, ne sauraient pas en expliquer les motifs. Chose curieuse, les Anglais qui dans leur majorité sont fermement anti-européens et contre l'entrée dans la Communauté, haïssent cependant la France et le Général de Gaulle. La campagne de haine a en effet réussi à diviser le pays, car il ne faudrait pas oublier que la France et son président comptent cependant encore beaucoup d'amis et d'amirateurs parmi les Anglais.

Lorsque dans un journal anglais on trouve seulement un article de haine contre la France, c'est que la campagne est en train de se relâcher ce jour-là, autrement, il n'est pas rare de trouver trois jusqu'à quatre articles haineux dans le même numéro. Il y a des jours où la politique n'y peut rien, car s'il ne s'agit pas d'une rencontre ou d'une déclaration en liaison avec le Marché Commun, alors les journalistes manquent de matière. Mais la chronique du tourisme vient à la rescousse et dans un article qui a l'air de recommander aux Anglais les bienfaits du sol français, de son climat et le charme irresistible de Paris, on trouve toujours ce qu'il faut: une allusion désobligeante à l'adresse du Général de Gaulle, un conseil de se méfier de telle ou telle chose ou tout simplement l'espoir innocemment exprimé qu'un jour « **on ira aux funérailles de...** ».

Dans le Daily Telegraph du 13 avril on trouve par exemple l'article intitulé: « **Même le froncement de sourcils du Général ne peut gâcher les splendeurs de Paris au printemps.** ». L'auteur ne trouve en effet, pas de moyen d'injurier le président français dans son article, mais elle (car elle est femme) s'arrange pour qu'au moins le titre contribue un peu à la campagne de haine contre la France, à laquelle elle paraît vouloir arracher ce Paris que certains Anglais voudraient bien, mais sans la France sans les Français et surtout, sans le Général. La manière dont l'article est conclu démontre d'ailleurs cette mentalité, car l'auteur conseille au lecteur de faire ses provisions en Angleterre avant de partir afin de pouvoir avoir avec soi le nécessaire pour un repas léger quotidien: viande conservée, saucisses fumées, pâté, sardines, fromage, café ou thé et un réchaud à alcool. Elle démontre au lecteur qu'ainsi approvisionné, il pourrait limiter ses achats en France au pain, fruits, salade et vin, juste assez de vin pour trinquer au jour « **où l'Entente sera de nouveau Cordiale.** ».

# LA FEDERATION INTERNATIONALE DE LA PRESSE PERIODIQUE

*Ci-dessous nos lecteurs trouveront la fin de l'historique de la Fédération internationale de la Presse périodique dont la première partie a été publiée dans notre précédent numéro.*

## LES COMMISSIONS DE TRAVAIL

Plusieurs Commissions de travail sont constituées et se réunissent plusieurs fois par an ou procèdent à des études spécialisées par échange de correspondance. Il convient de citer:

*La Commission Technique:* dont le Président est le Sénateur H. Weitpert (Allemagne) l'activité principale de cette commission est consacrée aux problèmes d'impression. Au cours de ses réunions, cette commission suit de près l'évolution des techniques modernes. Elle organise des rencontres de spécialistes de toutes les techniques d'impression, conseille les membres de la FIPP sur le choix approprié de procédés d'impression en conformité avec le type de la publication et organise des visites d'imprimeries.

*La Commission Publicité:* Elle est présidée par Monsieur A. Truelsen (Danemark) et se consacre à tous les problèmes de la publicité pour la Presse à grand tirage et pour la Presse Technique et professionnelle. Elle élabore des recommandations générales pour les relations entre éditeurs et publicitaires, se prononce sur les rabais et commissions d'agences, se consacre à l'étude d'un code des pratiques en matière de publicité et des questions de contrôle de diffusion.

*La Commission Diffusion:* Présidée par Monsieur M. Babou (France) cette Commission se penche sur les différents aspects de la diffusion dans les pays affiliés à la FIPP étudie les questions des tarifs postaux, de transport par air; elle intervient dans tous les cas d'entraves à la libre diffusion et élabore les projets pour une promotion de vente de la presse périodique.

*La Commission Juridique:* Présidée par le Dr. J. Enigl (Autriche) assisté par Maître G. Heymann (France) comme rapporteur. Cette Commission se consacre aux études concernant le droit d'auteur, la reproduction par procédés techniques des législations nationales en matière de presse, des lois fiscales pour la presse. Elle intervient dans tous les cas, où des problèmes d'ordre juridique se posent que ce soit dans les relations entre éditeurs que dans les litiges avec les autorités.

*La Commission Administrative:* Cette commission a à sa tête le Professeur M. Pantaleo, (Italie). Ses attributions consistent dans l'étude des problèmes d'administration des maisons d'éditions, les relations, entre éditeurs de publications de même caractère. Les questions de formation professionnelle sont également de son ressort. La création d'une Commission des Relations Publiques est encore à l'étude.

## RELATIONS EXTERIEURES

La FIPP entretient un contact direct avec les 20.000 membres, appartenant aux Sections Nationales, par un bulletin trimestriel en français, anglais et allemand. Elle s'emploie à entretenir un contact régulier entre éditeurs de différents pays et entre éditeurs, publicitaires et annonceurs. Elle maintient un courant d'échange d'informations et de documentations avec toutes les organisations internationales et régionales qui sont intéressées aux problèmes de la presse:

La Fédération Internationale des éditeurs de journaux (FIEJ); L'UNESCO auprès de laquelle elle bénéficie du statut d'arrangements consultatifs; Nations Unies, L'Union Postale Universelle; L'Organisation Internationale de Normalisation; L'International Circulation Manager Committe; DISTRI-PRESS; L'Organisation Européenne des Agences de Publicité; L'Association Internationale des Annonceurs; La Chambre de Commerce Internationale; L'Organisation pour la Coopération Economique; La Communauté Economique Européenne; L'Association Internationale d'Etudes et de Recherches sur l'Information, etc...

## CONGRES ET ACTIVITES

Le Congrès de la FIPP qui tiennent leurs assises tous les deux ans dans un pays différent reflètent par les thèmes autour desquels ils se déroulent, les préoccupations actuelles de la presse périodique. Les Congrès les plus récents, ceux de Berlin en 1960, de Paris en 1962 et de Rome en 1965 réunissant entre 350 et 500 congressistes du monde entier ont vu comme orateurs et rapporteurs les spécialistes et éditeurs les plus renommés du monde, sans parler des représentants des autorités nationales, des délégués des organisations internationales, tels MM. T. Gjesdal, Directeur Adjoint de l'UNESCO, Rabier, Chef de Pdesse de la Communauté Economique Européenne, Glesinger (FAO), etc.

# Informations européennes

## Jardin d'enfants bilingues

Une initiative qui avait été prise à Bordeaux trouvera prochainement son pendant en Bavière. Il est effectivement prévu d'y instaurer prochainement des jardins d'enfants bilingues, suivant l'exemple donné par M<sup>me</sup> Alice Delaunay, inspectrice générale des écoles maternelles (fröbel) d'Aquitaine

M<sup>me</sup> Delaunay, qui prend assidûment part aux travaux de jumelage entre les villes de Bordeaux et de Munich, avait fait venir une jardinière d'enfants (institutrice fröbel) de Munich — et aujourd'hui, après trois années, les enfants âgés à présent de 6 ans parlent couramment l'allemand et le français correspondant à leur niveau. M. Peyrefitte, ministre français de

*l'Education nationale, a adressé une demande à M. Goppel, ministre-président du Land de Bavière et chargé des relations culturelles franco-allemandes, pour faire venir 20 autres jardinières d'enfants, 20 collègues françaises devant, en contrepartie, se rendre en Allemagne.*

*Afin de faciliter le démarrage de cette action, les jardinières d'enfants allemandes qui, au départ, posséderaient trop peu de connaissances de la langue française, seraient affectées en Alsace, et inversement, l'on enverrait des alsaciennes en Allemagne. Dans quelques années, lorsqu'elles parleront les deux langues, elles obtiendront des postes dans les écoles primaires, afin d'éviter que les enfants n'oublient ce qu'ils ont déjà appris. Dans un avenir plus lointain, les responsables envisagent l'échange de 400 jardinières d'enfants entre la France et l'Allemagne.*

## FÉDÉRATION INTERNATIONALE

(Suite de la p. 15)

Les activités de la FIPP ne se bornent pas à l'organisation des Congrès et des réunions des Commissions du Travail. Elle intervient dans tous cas, où son aide est requise par une Section ou par un membre de celles-ci. Elle se doit de concilier la nécessité d'action et de réactions rapides et efficaces qu'imposent les servitudes journalistiques avec le désir de certaines sections nationales de ne s'engager dans une voie nouvelle qu'en parfaite connaissance de cause et en conformité avec les lois ou intérêts nationaux. Elle est obligée, tout en respectant une tradition et une continuité dont ses Sections anciennes sont les gardiennes, de s'adapter aux exigences d'une actualité mouvante, qui appelle des interventions dans tous les domaines de la réalité internationale, que ce soient des saisies, des interdictions de vente, des augmentations de tarifs et taxes, des obstacles au libre échange d'informations, des procédés de censure ouverte ou larvée, des questions de copyright et de protection de titres, pour ne citer que quelques cas qui sont les plus fréquents. Elle établit d'autre part des contacts entre

des publications de pays différents, conseille des agences de publicité et des annonceurs désirant se servir de la presse périodique pour des campagnes de publicité, elle intervient auprès des gouvernements et instances internationales ou régionales dans tous les cas où les intérêts moraux et matériels de la presse périodique sont en jeu.

D'autre part, la FIPP est présente par des expositions à toutes les manifestations et foires internationales, par des salons spécialisés etc. Ainsi de nombreuses publications de tous les pays affiliés à la Fédération ont exposées sous l'égide de la FIPP aux Salons du Livre et de la Presse à Paris, New York, Tokio, Barcelone, Milan. A l'occasion du Congrès de Paris, une vaste exposition avait été organisée dans le Hall des Pas Perdus de l'UNESCO et à l'occasion de celui de Rome une autre au Palazzo Barberini, accompagnée d'un concours de couvertures.

C'est ainsi que cette Fédération qui s'est maintenue depuis 41 ans à travers toutes les vicissitudes du passé grâce à l'obstination de son ancien Secrétaire Général Fondateur U. J. Thau, récemment décédé, reste et restera symbole de cette compréhension et de cette courtoisie internationales, dont elle est devenue au cours des années l'avocat éloquent.

## Le brevet sportif européen

Plus de 20.000 jeunes ont obtenu en 1967 le Brevet sportif européen calqué sur le Brevet sportif populaire français.

Créé par le Conseil de l'Europe en 1963, le Diplôme encourage les jeunes Européens à participer aux activités, et éveille leur intérêt pour l'idée européenne.

Ce sont les autorités responsables de l'enseignement ou des sports qui organisent, selon les normes européennes en vigueur, des épreuves locales de course, de saut, de lancement, de natation et d'endurance. Les épreuves ne visent pas à sélectionner des candidats pour d'autres compétitions, mais plutôt à former des jeunes d'esprit sportif capables de performances moyennes.

L'analyse des résultats atteints à ce jour prouve que le Brevet s'est avéré particulièrement utile pour encourager la pratique des sports dans les pays où aucune épreuve nationale de ce genre n'existait auparavant. Il a en outre contribué avec succès à la diffusion des idéaux européens.

## La ville d'Osnabrueck

a reçu le drapeau européen du Conseil de l'Europe en reconnaissance de ses mérites pour la cause de la pensée européenne. La ville a, entre autres, organisé avec succès plusieurs semaines dédiées à un pays étranger.

## Echanges de jeunes

Près de 200 volontaires ont pris part en 1967 au plan de développement des échanges européens intermunicipaux du Conseil de l'Europe. Dans le but de contribuer à une meilleure compréhension entre jeunes Européens, le plan est destiné à promouvoir des échanges de groupes de jeunes gens entre communes jumelées. C'est ainsi que 10.500 enfants et adolescents ont pu rendre visite à des villes sœurs à l'étranger en 1967.

Pour encourager les pouvoirs locaux qui font un effort spécial dans ce sens, le Conseil de l'Europe leur accorde chaque année un certain nombre de subventions.

## Vers une campagne européenne des langues vivantes

Chaque Européen devra connaître au moins une langue étrangère avant 1968.

Quarante experts gouvernementaux des vingt pays participant aux travaux culturels du Conseil de l'Europe (dont la Belgique) ont tracé, pour que ce principe s'inscrive dans les faits, les grandes lignes d'un plan d'action à long terme.

Ce plan devrait permettre de mobiliser et de coordonner, en un délai de 10 ans, tous les moyens et toutes les ressources disponibles des langues vivantes, et pourrait associer à cette campagne tous les milieux intéressés de l'économie et de l'opinion publique.

Parmi les premiers principes de base retenus dans le domaine de l'enseignement figurent:

— l'enseignement d'une langue étrangère à tous les élèves européens;

— l'enseignement d'une langue étrangère obligatoire dans la formation des futurs enseignants;

— la mise en place d'un système intensif de perfectionnement des professeurs de langues vivantes (stages, voyages d'étude, échanges);

— l'octroi d'une assistance technique vigoureuse aux pays désireux de développer cet enseignement.

## Pluralité de nationalités et obligations militaires

A la suite de la ratification par l'Italie de la convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités — intervenue après celle de la France en date du 26 janvier 1965, — ladite convention entrera en vigueur en France et en Italie le 28 mars 1968. Elle reste ouverte à la signature et à la ratification des autres Etats membres du Conseil de l'Europe.

Cette convention comporte deux parties: d'une part, sans viser l'abolition des cas de double nationalité, elle prescrit l'abandon de la nationalité antérieure dans les cas où une nouvelle nationalité est acquise à la suite d'une demande expresse de la personne en cause (naturalisation, option, réintégration). En outre, elle favorise la renonciation à une nationalité par les personnes ayant plusieurs nationalités. D'autre part, la convention établit des règles destinées à assurer le principe selon lequel une personne possédant plusieurs nationalités n'est tenue de remplir ses obligations militaires qu'à l'égard d'un seul Etat contractant.

A travers l'Europe et le monde

# minimum

par A.P.G.

## Malgré lui

C'était un pur. Un violent, mais un pur. Issu d'une famille aristocratique où l'on cultivait à la fois le goût des arts et des lettres et la passion du socialisme. Etrange contradiction: il est bien difficile de servir à la fois l'un et l'autre. Mais cette incohérence ne troublait pas Che Guevara. Avec les siens, il trouvait logique que des idéalistes méprisant l'argent, refusent les compromis, les injustices et les raffinements qui l'accompagnent.

De l'argent, « Che » en trouva pourtant pour étudier. La médecine. Avant passé sa thèse il dédaigna le destin du médecin. Qu'est-ce qu'un idéal humanitaire monnayé?

Il refusa tout. Dans sa chambre, pour ornement, un clou. Il courut les routes, affamé, déguenillé, pareils à tous les autres misérable, des hommes frères. Comme il était de bonne « race », quoi qu'il en eût, vint le jour où un repas escroqué pour subsister à un riche et une discussion entrepurs lui parurent mince butin pour un cœur d'homme. Alors il alla se battre. Au Congo. Avec les noirs. Ce fut le temps où la « race » qu'il reniait lui joua de vilains tours. Il avait partagé la saleté, les humiliations, la faim et la vermine des déshérités. Mais il ne sut pas partager la vorace gaité des Congolais dévorant le cœur de l'ennemi mort.

Après quoi, il y eut bien d'autres choses que sa « race » lui interdît de partager. Il les a enfouies pudiquement au fond de son âme. En gentilhomme qu'il était. N'est pas bon socialiste, ni cannibale qui veut. Il y faut une voca-

tion de naissance. Guevara le faux pauvre a trahi sa naissance et n'a retrouvé sa vocation qu'au combat. Il ne lui restait plus que sa vie, à donner, sans vaine gloire ni profit. En grand seigneur qu'il était malgré lui.



Longs pourparlers  
pour  
longs combats

Tandis que les délégations du Vietnam et des U.S.A. se rencontrent enfin à Paris, les journaux annoncent chaque jour « nouveaux combats à Saïgon ». Les lieux de combat sont évidemment moins longs à trouver que les lieux de conversation.

Les batailles sont combattues avec les mêmes armes, ou presque, de part et d'autre.

Les conversations auront pour « langue officielles » le vietnamien et l'anglais, tandis que la « langue de travail » sera le français.

L'armement est un instrument qui devient universel. La langue, expression de la pensée, ne l'est pas.

Ce qui prouve que la mort et la façon de la donner sont les mêmes partout. La pensée et la façon de penser, non.

M.de la Palisse en eût dit autant. Mais il faut croire qu'il est bien difficile de remédier à l'absurdité de certaines lalalissades.

Il faut cependant espérer que ces longs pourparlers dureront moins que les longs combats.

Bucarest  
au grand complet

Depuis des semaines on ne trouve plus une salle de bain à louer à Bucarest. Les bagnoires sont d'excellents lits. On dit même qu'on installera des matelas sur les trottoirs pour ceux qui aiment la belle étoile. La population de la ville a doublé. C'est « la France » qui court l'Europe en faisant bonne recette. A l'Est plus encore qu'à l'Ouest. Amitié? Inimitié? Prestige peut-être? Super-tourisme? Histoire à coup sûr. Tous savent que la « Grande Roumanie » née en 1918, est aussi l'oeuvre de la collaboration diplomatique et militaire de la France. Et tous savent aussi qu'à remonter plus loin dans le temps, la politique de Napoléon III et de son ministre Walewsky ont joué un rôle décisif dans la réunion des deux principautés, « Moldova » et « Muntenia ».

A Bucarest, du haut en bas de l'échelle sociale, tous parlent français. C'est une langue que les Russes eux-mêmes n'ont pu éliminer des écoles.

Quelques uns des plus beaux Renoir ornent les murs des musées de Bucarest.

Ce n'est pas que les Roumains aiment particulièrement les belles femmes bien en chair. Car les plates beautés de Matisse ont, parmi eux tout autant d'amateurs.

A petits pas....

Du train dont elle va, nul doute que l'Angleterre ne finisse dans quelques siècles par faire partie de l'Europe. M. Roy Jenkins, chancelier de l'Echiquier, vient en effet d'annoncer fièrement aux Communes « le nouveau pas effectué par la Grande Bretagne en direction de l'Europe ». La chose est d'importance et ses conséquences politiques incalculables. Qu'on en juge: dans trois ans, le lundi 15 février 1971, la monnaie britannique deviendra officiellement décimale. Cette faveur que le Royaume-Uni fait à l'Europe vient du reste s'ajouter à toute une série de mesures d'aussi grande envergure comme l'introduction du système métrique, l'adoption de l'heure européenne etc... Si l'on pense que l'on parle à nouveau, de l'autre côté de la Manche, de la construction du fameux tunnel - tentation diabolique à laquelle l'Angleterre résiste fièrement depuis plus de cent ans - il faut avouer que nos « voisins » se montrent vraiment désireux de multiplier les contacts tout en procédant avec la sage lenteur et la prudence qui les distinguent. L'ennui c'est que l'histoire va si vite, comme tout le reste, de nos jours...

Fair play?

L'Angleterre refuse de participer aux travaux technologiques de l'Europe. Construire des fusées européennes? L'affaire n'est pas rentable. Mieux vaut louer les services américains offerts évidemment à des prix défilant toute concurrence.

En tant que continentaux, nous ignorons bien entendu les règles de l'*fair play*. Il se peut que la manoeuvre soit de bonne et loyale guerre. Pas de marché commun? Pas de fusées, ni de satellites européens.

Ce qui nous gêne, dans ce cas, c'est le prétexte. Quand

le gouvernement français se déclare contraire à l'entrée de l'Angleterre dans le marché commun il le fait ou croit de bonne foi le faire au nom de l'intérêt commun européen. M. Wilson déclare tout net qu'une affaire européenne non rentable n'intéresse pas l'Angleterre dût l'Europe s'en trouver davantage asservie à l'Amérique.

La distinction est subtile? Mais la politique n'est pas un jeu qui se réglemente comme une partie de rugby ou un match de boxe. Son *fair play*, à elle, n'est pas si simple. La preuve, c'est qu'il n'est pas le même pour tout le monde. Les Grecs de l'Antiquité passés maîtres en fait de sports et partant de *fair play*, s'en sont bien rendus compte.

MISE AU POINT

Notre Directeur, professeur Giorgio Del Vecchio, ne partage pas les idées exprimées dans l'article « Pour une Balkanie » (paru dans le « Bulletin Européen » du mois de février 1968 sans signature par oubli de la typographie).

Son point de vue est tellement différent qu'il a émis le désir de donner des démissions que nous ne pourrions accueillir sans les plus profonds regrets après tant d'années de parfaite entente, d'estime réciproque et de féconde collaboration.

C'est donc par souci de correction professionnelle et en signe de déférence envers une personnalité aussi illustre que Mr. Del Vecchio, éminent professeur de Philosophie du Droit, connu et estimé dans le monde entier, ancien Recteur de l'Université de Rome, que nous enregistrons publiquement cette divergence de vues. Et ceci, d'autant plus volontiers, qu'une telle attitude correspond à ce climat de « tribune libre de l'européisme » que nous avons toujours voulu faire régner dans notre revue.

*bulletin européen*

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVANT GINI  
 Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME  
 Tél. 671.260

**A B O N N E M E N T S**

Italie . . . Lires 2.000 | Etranger . Dollars 3,—  
 Abonn. d'Honneur 5.000 | Abonn. d'Honneur 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951  
 STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

# bulletin européen

## TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME R O M E



**La béatification  
de S.S. Jean XXIII  
ne regarde  
pas seulement  
l'Eglise  
et le Vatican. Tous  
savent que  
ce Souverain Pontife  
a été l'un  
des plus fervents  
partisans de  
l'unification de  
l'Europe.**

ont collaboré... Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzy JANKOW SKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.

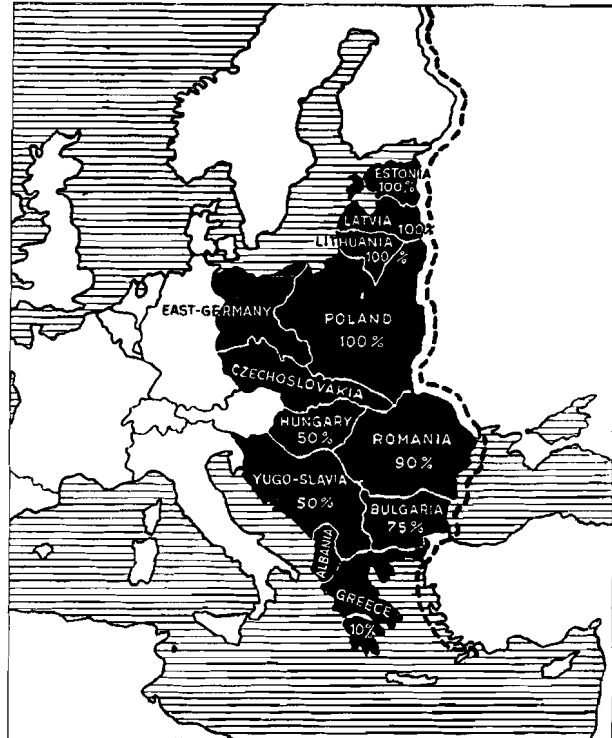
number 5

# europ east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE  
REVIEW « BULLETIN EUROPEEN »

ROME

MAY 1968



## Poles ban travel;

## Troop movement rumors mount

### PRAGUE

A clampdown on travel by foreign diplomats in Warsaw and rumors of heavy Soviet troop movements along the Polish-Czech border tonight touched off a flurry of speculation of trouble in Communist Czechoslovakia.

Czechoslovakia has been in political upheaval since January when it ousted hard-line Stalinist Antonin Novotny as Communist Party Secretary and President and replaced him with Alexander Dubcek in the first position and Ludvik Svoboda as president.

Both are authors of the new, liberal Czech policy.

The question was whether Czechoslovakia had carried its "liberal" policy too far and as a result touched off a hard-line reaction from Stalinist elements.

The situation is so tense on the Czech question that a hurried meeting of the remnants of the once-solid Soviet bloc was called to meet in Moscow. It ended today and a brief communique said only the leaders, who arrived yesterday, talked about "the world Communist

and working class movement" and pledged themselves to "all around cooperation."

Western diplomats and other foreign residents in the Polish capital were barred from leaving Warsaw by main routes. This led to reports there were heavy Soviet troop movements along the 500-mile Czech-Polish border and towards Czechoslovakia.

However, other observers, noted that if such troop movements actually were underway they could simply be routine maneuvers—there are two divisions of regular Soviet troops stationed in Poland.

### KADAR DETERS SOVIETS FROM ANTI-CZECH ACTIONS

Janos Kadar of Hungary persuaded the Soviet Union and its hard-line East European allies to delay applying immediate economic and political sanctions against Czechoslovakia, reliable sources said today.

The sources said that Kadar is likely to me-

diate the very real and very dangerous tensions which have brought the Soviet bloc to its greatest crisis point since the Hungarian and Polish uprisings of 1956.

The informants said that at no time however did the Kremlin contemplate actual military intervention in Czechoslovakia as was done to crush the Hungarian freedom revolt almost 12 years ago.

They said Moscow was seriously considering the application of pressures and sanctions against Czechoslovakia but decided to consult with its four allies — Hungary, Poland, Bulgaria and East Germany—first.

The sources said Kadar succeeded in convincing the other Communist Party leaders at the surprise summit conference here last week to hold off while a solution is sought.

#### PRAGUE WARNED

But the Soviet Union and its allies warned Prague today that it would be selling out communism if it allowed the formation of opposition parties.

The warnings added to the impression here that the Kremlin may be laying the ideological groundwork for any sanctions it may decide to take against the democratic-minded regime in Prague.

One newspaper, Rural Life (Selskaya Zhizn), recalled that Lenin had called the multi-party system "primitive democracy."

Any Communist nation which tries it, it said, will back toward capitalism.

A Bulgarian party leader, Boris Velchev, wrote in Pravda, the leading Soviet newspaper, that any "right-opportunistic outlook or tendency which questions the guiding role of the Communist vanguard... is alien to our party."

Vsevolod Stoletov, the Russian Federation's minister of higher education, wrote in another newspaper, Komsomolskaya Pravda, that a Czech magazine's suggestion for a non-political youth organization is "political infantilism" which would "undermine the cornerstone on which is based the education of youth in a Socialist society.

#### STUDENT ELITE

"There is not and can be no Socialist student elite... with no duty to their people and their country," Stoletov wrote.

In a long ideological editorial, Pravda said the summit meeting this week of Eastern Europe's five hardlining Communist nations was "fresh evidence of the close friendly cooperation of Communist parties."

Pravda did not explain how this "close friendly cooperation" could be achieved when two of the parties—Romania and Czechoslovakia—were not invited.

The statement implied the hard-liners were ready to go ahead without these two parties.

---

## THE REHABILITATION OF

## LUCRETIU PATRASCANU

(Bucarest/FRP) ALEXANDRU DRAGHICI, former Minister of the Interior, and at one time tipped as former party secretary GHEORGHIU-DEJ's successor, has been removed from all party and government positions. He was a member of the presidium, the party secretariat and the executive committee, as well as a vice-premier. He was present party secretary CEAUSESCU's principal rival as the party strong-man, and his fall will inevitably strengthen CEAUSESCU's hold on Romania's communist party. The meeting of the central committee which decided

on the removal of DRAGHICI also called for the rehabilitation of LUCRETIU PATRASCANU, a nationalist communist, who was executed on Moscow's orders shortly after the communist wrested power in Romania. The late G. GHEORGHIU-DEJ, who skillfully survived the purges which eliminated his Stalinist colleagues ANA PAUKER, TEOHARI GEORGESCU and VASILE LUCA, and who was the initiator of Romania's so-called independent policy, is now attacked by his successor, CEAUSESCU, as having been one of those responsible for Stalinist excesses.

# BASSARABIA

## The Semi-Centennial of the Union of Bessarabia with Romania

The cultural organization of the Romanians in England known as the BRITISH-ROMANIAN ASSOCIATION has published a very beautiful and well-printed brochure in colours on the occasion of the semi-centennial of the union of Bessarabia with the mother country. This brochure, from which we reprint the following two extracts entitled «The Russian Annexation» and «The Revolution», will be sent to all those Romanians desirous of receiving a copy, for the modest sum of 5 shillings. Requests may be addressed to Dr. Horia Georgescu, 9 Wimpole Street, London W. 1.

### The Russian annexation

The secret protocol of the Molotov-Ribbentrop pact, of August 23, 1939, opened the way to Russia's second conquest of Bessarabia.

On June 26, 1940, the Romanian Government received an ultimatum demanding the cession of Bessarabia and Northern Bucovina.

Romania was completely isolated; France occupied by the German armies; Britain threatened with invasion. There was no alternative but to give in.

In their reply the Romanian Government stressed that — faced with insuperable force and in the interest of maintaining peace — the territories claimed were only being evacuated and not ceded.

After the war, in spite of repeated assurances of non-intervention in Romanian internal affairs, the Soviet Union quickly imposed a Communist-controlled Government on Romania. Bessarabia, Northern Bucovina and the Hertza district west of the Pruth, totalling a territory of 19,595 square miles, with 3,915,000 inhabitants in 1940 were incorporated into the Soviet Union.

### A Russian tradition

130 years earlier Napoleon and the Tsar Alexander I agreed that Russia and France, between them, should confiscate all "Turkish" provinces in Europe.

Napoleon's instructions to Caulaincourt, his ambassador to the Russian court, specifically state: "The Emperor does not strongly oppose the occupation of Moldavia and Wallachia by the Russians" because "the personal interest" of the Russian Emperor is to have land at his disposal to distribute among his officers; it is necessary for him to be able to pride himself

as his predecessors prided themselves, on having enlarged the Empire".

This indifference of Napoleon's to the fate of these Balkan states was tantamount to inviting Russia to annex them. And so, in 1812, Bessarabia was first seized.

In 1940, Hitler, another potential ruler of Europe, also showed his indifference to the fate of Bessarabia, and for the second time, the invitation to Russia was taken up — this time by the Soviet Union.

### The Revolution

The Russian Revolution of 1917 and the Wilsonian principles, raised the question of political self-determination for all the subject peoples of the Russian Empire. The Romanians of Bessarabia had no ties of blood, or tongue with the Russian people. At the first opportunity they broke away.

The Kerensky revolution started in Petrograd in February, 1917. As early as March the autonomy of Bessarabia was recognised by the Central Government. In the months that followed, a rumour that the Republic of Ukraine intended to annex Bessarabia was denied by the Ukrainian Rada.

The autonomy of Bessarabia being thus effectively established and officially confirmed, both by the Central Government and by the Government of Kiev, the Bessarabian leaders appointed a committee to organise the Sfatul Tarii (the Bessarabian Parliament). A mammoth congress was held on October 20, 1917, and the representatives of all parties and ethnic groups set up the Sfatul Tarii.

On October 25, 1917, the Bolshevik Revolution broke out. The authority of the Central Government ceased to be exercised in Bessarabia. During the night of January 23-24, 1918, the Sfatul Tarii decided unanimously that the Bessarabian Republic should be an independent state.

Two months later the Sfatul Tarii voted Bessarabia's union with Romania with 86 votes against three and 36 abstentions.

This act was given formal recognition by the Allies, and was confirmed by the Paris Treaty on October 20, 1920.

By signing the Briand-Kellogg Pact, in 1929, the USSR implicitly recognised Bessarabia's reunion with Romania.

# THE UNSTABLE SOVI

by BOGDAN MIESZKOWSKI

East European economists are embarrassed by the need to rationalize an unexpected phenomenon — cyclical fluctuation — which has no explanation in traditional Marxism.

\*\*\*

It has been an article of faith among communist spokesmen that severe fluctuations in the capitalist systems were inevitable. Following Marx, they predicted that the operation of the industrial cycles would lead to the eventual destruction of the capitalist way of doing business. The obverse was also indicated: communist countries, applying "planned socialist development," would eliminate spontaneous and unpredictable market variations. By the test of economic stability, capitalism was a failure, and communism was destined to succeed.

Life itself, as the communist cliché has it, introduced its own surprises. The communist economies of the Soviet bloc have shown a pattern of instability that has at times exceeded that of the Western countries. The business cycle has made unmistakable headway in east Europe, becoming so pervasive that communists who at first seemed to pretend that it did not exist, now openly admit it is another unsolved problem of industrial development.

A number of Polish economists, Lange, Czechowski and Sadowski, were among the first to notice cyclical variations, which emerged most noticeably in the construction industry. In 1963, two Yugoslav economists analyzed the investment cycle, and one year later, the Czechoslovak economist, Josef Goldmann, established the existence of cyclical fluctuations in communist countries over a period of years.

Goldmann, apparently working with other Czechoslovak economists and in consultations with his Soviet, Polish and Hungarian counterparts, studied the period 1950-64 in Czechoslovakia, Poland, East Germany and Hungary. His conclusions were:

"Analysis of the dynamics of industrial production and investment activity in Czechoslovakia, Poland, the GDR and Hungary gives the following results:

(1) The rate of growth of industrial production shows relatively regular fluctuations... These fluctuations are still more pronounced if the analysis is confined to capital goods.

(2) In the period investigated fluctuations in investment activity are even greater than those in the rate of growth of industrial output...

(3) Taking the period under review as a

whole, a slight falling trend in the rate of growth of industrial output is observed."

At about the same time a Western economist, George J. Staller, published the results of his research into the problem of communist cyclical fluctuations.\* Staller studied the year-to-year fluctuations of two groups of countries during the period 1950-60: the planned economies of Bulgaria, Czechoslovakia, East Germany, Hungary, Poland, Romania and the Soviet Union —the COMECON bloc—plus Yugoslavia; and the free-market economies of the West European Organization for Economic Cooperation and Development (OECD), which includes the United States. Comparing individual countries, Staller concentrated on the Soviet Union "not only for the obvious reason that it is the most powerful nation of the communist bloc, but also because it is the one with the most experience in economic planning."

Perhaps because of this Staller found that the Soviet Union experienced on the whole the lowest fluctuations among the planned economies. However, its performance was either matched or surpassed by many capitalist countries. Comparing carefully the two blocs of countries, and using various measurements for the two groups, he found that the mean fluctuations were higher in the communist bloc than in the OECD countries for total output, for agriculture, for industry and for construction.

The results were damaging to communist claims. Staller concluded:

We can state with reasonable certainty: : that unless the performance of the free-market countries deteriorates substantially, the planned economies have some considerable way to go before they can substantiate the claim of superiority with respect to fluctuations. Should the bloc countries be unsuccessful in dampening their output fluctuations experienced in the last decade, a "cycle theory" will perhaps have to be advanced for this new type of economic organization.

Staller pursued his inquiry to include its international ramifications. In another study, he contested the communist contention that trade with the centrally planned countries is stabilized, in contrast to trade with free-market countries.

Staller compared the Organization for Economic Cooperation and Development and COMECON during the period 1950-63. His findings included the following:

1. The US exhibited a surprising stability for both total import and export flows; these

## ET - BLOC ECONOMIES

were more stable than either OECD, COMECON or Soviet flows...

2. The stability of Soviet total imports and exports was average; it was about the same as the OECD and COMECON averages. The Soviet imports from and exports to the underdeveloped countries were considerably less stable than the corresponding United States flows...

3. The OECD had better stability of imports and exports than the whole COMECON bloc and it had more stable trade with the underdeveloped countries than did the COMECON...

4. Intra-bloc trade appears to have been more stable for the COMECON countries than for the OECD bloc.

Staller concluded:

"Empirical results of this study shed new light on the trade stability patterns of the two blocs. The economic performance with respect to the trade stability of the OECD in general and the United States in particular was surprisingly good when compared to the Soviet Union and the COMECON countries. There is little factual basis for the charge frequently levied that the foreign trade of the free-market countries of the OECD was less stable than that of integrally planned economies of the COMECON bloc; the opposite is closer to the truth... Membership in the two blocs appears important in explaining the trade stability patterns."

### DEALING WITH CYCLICAL CHANGES

The Polish economic journals have been most outspoken about the occurrence of economic fluctuations, although they have also received attention in Czechoslovakia.

In October 1966 the Seventh Plenum of the Central Committee of the Polish Communist party convened in Warsaw and set a milestone in correcting the misconceptions created by communist propagandists with regard to business cycles being confined to the capitalist countries. The plenum found fluctuations in the Polish economy appearing each year, with production in January or in the first quarter of a year being lower than production in the preceding period. The situation was described in the following terms:

"Global production in our industry in the first quarter of each year is as a rule lower than the production in the fourth quarter of the preceding year. High level of production in seasonal industries in the fourth quarter provided only partial explanation for this fact."

The plenum also discovered the existence of a monthly production cycle: "The Report (of



A commentary on current food shortages: "You should see the rug my husband brought me from Vienna". "Well, you should see the white beans mine brought me from the country!"

Sturshel (Sofia)

the Political Bureau of the communist party) gives examples of individual industries in which production during the first third of a month does not surpass 20 percent of the monthly production, while in the last third it reaches sometimes 55 percent of that production." The plenum even detected the existence of fluctuations within one day on one shift.

A leading Polish economist, Jozef Pajestka, earlier had pointed to longer cycles, extending over periods of several years. At the time, perhaps because the problem had not yet been officially discussed, Pajestka came to the complacent conclusion that the fluctuations in the development of the Polish economy, observable in the past, would gradually disappear.

Whatever the hopes for the future, cycles were well established in the new socialist economies—multi-yearly, annually, monthly and daily—and a spate of articles in *Zycie Gospodarcze* and *Gospodarka Planowa* took up the hue and cry against a new enemy.

It should be noted that the problem had been known in the 1950s as *shturmovch.na*—a frenzy of production at the end of the plan period occurring on the enterprise level at monthly and annual intervals. What is new is recognition of the problem of fluctuations as an aggregate phenomenon encompassing the whole economy and having multi-faceted implications.

## THE CONSEQUENCES OF CYCLICAL FLUCTUATIONS

The plenum stated that "were it not for cyclical fluctuations in production, the productive capacity of many enterprises, and even of whole industrial branches, would be more effectively utilized." More effective capacity utilization would, of course, result in an immediate rise in production, and ultimately in a high rate of growth as more capital investments would be possible within any given period. This is, as will be indicated below, the crux of the problem now facing the communist planners.

In their study, Nowicki and Schultz asserted that the quality of the product deteriorates because production control cannot cope with its task during periods of forced output. At such periods production control, swamped by the above-normal volume of output, fails to spot faulty products which then have to be repaired at a high cost. Thus, unit costs of final production are unnecessarily raised.

Similarly, Gutowski complained about increased production of faulty goods, and about underutilization of the work force, which sometimes remains idle for 35 percent of the time—and then work overtime for a number of hours similar to that lost during the normal shift. This also raises the cost of production and lowers labor discipline to the point where workers expect their pay regardless of whether—according to a popular quip—they stand or they lie on the job.

The plenum held that it "regards as necessary the undertaking of measures directed at an improvement of fluctuations of production in industrial enterprises." It decided that plant commissions should be established before the end of November 1966, in order to improve the organization of production. In December 1966 the Economic Committee of the Council of Ministers issued a directive designed to regulate production in the first quarter of 1967.

It is still too early to evaluate the success of these measures. One author has already noticed that in 1967 the January production fell less in comparison with the preceding December than was true of preceding years. At the same time, employment in January changed less than in preceding years, which seems to indicate a better utilization of the labor force and greater stability of the labor market. Be that as it may, only a longer perspective will provide a more definite answer as to the effectiveness of the measures taken in Poland.

Goldmann advised as a remedy the decentralization of economic decision-making to the enterprise level in order to correct those faults "inherent in the traditional system" of central planning.

Several Polish economists advocated adoption of either continuous planning techniques, where the results of plan fulfillment constantly modify current plan goals, or overlapping, with the end of one plan becoming the first segment of the following plan period.

### THE RATE OF GROWTH

It is unlikely that the communist leaders in Poland were moved primarily by the impulse to improve the quality of products or even to enforce discipline on workers. The cause might have been more fundamental. This was the challenge posed to the post-Marxian myth that the planned economies grow faster than the free-market economies. Goldmann found that during the period 1950-64 "a slight falling trend in the rate of growth of industrial output is observed," a result which baffled and dismayed him.

"How is it possible that the high share of (national product devoted at the expense of consumption to) accumulation, and the considerable lead in the rate of growth for the output of the means of production as compared with the production of consumers' goods which prevailed practically throughout the whole period did not secure the expected effect? Far from resulting in an acceleration—or at least stabilization—of the mean rate of growth they did not even prevent a notable deceleration."

The movement from "a slight falling trend" to "a notable deceleration" was obviously distressing to Goldmann, who cited as causes a long-run rise in stocks, uncompleted construction, a relative rise in materials' input and a deterioration in the real terms of trade.

What actually happened to the communist rate of economic growth?

The Gross National Product (GNP) in the USSR grew during the period 1950-58 at an average rate of 7.1 percent, but during 1958-64 at a rate of only 5.3 percent. During the period 1961-65 the average growth rate was just 4 percent. Similar developments, except for 1966, took place in east Europe. At the same time the developed capitalist countries enjoyed high or rising growth rates. Stanley H. Cohn calculated that the Soviet GNP was increasing as a proportion of the United States GNP, reaching 46-47 percent by 1958, but that since that time it has remained at an unchanged relative level. This led Cohn to conclude that "in terms of the absolute margin of the US economy over the Soviet, the minimum difference was reached in 1958. Since that date, the dollar gap between

United States and Soviet GNP has been progressively widening."

What holds true for the Soviet economy is also approximately true—at least as a tendency—in other Soviet-bloc countries. For instance, Jacoby and Howell, basing themselves on figures

supplied by the US Agency for International Development, give average annual growth rates for the Polish national income as 8.6 percent for 1950-55, 6.6 percent for 1955-60, 5.5 percent for 1960-65 and a 4.5 percent estimate for 1966-75.

## SEARCHING FOR EXPLANATIONS

Goldmann dubbed fluctuations in the communist countries as a quasi-cycle—"for want of another more suitable expression." The choice of appellation suggests that Goldmann was careful not to be accused of the heresy of likening the operation of a communist system to a capitalist one. This is why Goldman stresses that "what speaks against the use of this term is the impression of automatic and inevitable development in fluctuations it might create; in actual fact, this kind of a development was merely due to our inability to make full use of the planned management of the economy."

He felt the need of protesting this view repeatedly. "... The fluctuations observed in our case differ from the capitalist cycle primarily due to the fact that the latter arises from the nature of the production relations under capitalism itself and that it can only be relieved to a certain degree by state intervention. Conversely, our fluctuations are not consistently inherent, but they are due to our insufficient knowledge of the economic laws of socialism and to our shortcomings in their application in the planned management of the economy."

Such an ideologically-oriented approach seems to indicate that only human fallibility interferes with effective functioning of the communist economic mechanism. This, however, is not the only available "explanation" for cyclical fluctuations in communist countries, since various communist writers have presented more sophisticated views concerning the phenomenon. A summary of such viewpoints includes the following:

1. The impact of socialization (Goldmann, Pajestka). Socialization first accelerates the rate of growth which later tends to decline, when social ownership becomes an established fact.

2. The foreign trade barrier (Goldmann, Pajestka). Balance-of-payment considerations prevent a country from continuing its expansion because of lack of means of payment for the raw materials and machinery needed to sustain a rapid rate of domestic expansion. Goldmann also mentions a deterioration in the real terms of trade, meaning that an unchanged volume of exports from communist countries pays for a declining volume of imports.

3. Slow agricultural development (Goldmann, Pajestka), which causes strains whenever the economy grows faster than at the optimum rate

because other sectors are restrained by the lagging agricultural sector.

4. Overinvestment (Goldmann, Cobeljic and Stojanovic, Pajestka, Z. Sadowski. According to Goldmann, disproportions generated by the "above optimum rate of growth can only be overcome by slowing down the pace of economic development. "The economy overextends itself and is compelled to slow down for readjustment, an elimination of bottlenecks, and to allow new producers' goods to start their full operation. Minor variants of this argument can also be mentioned: (a) Sudden structural changes in the first year of accelerated socialist industrialization (Oscar Lange). (b) Uneven rate of obsolescence (T. Czechowski, Cobeljic and Stojanovic) which is precipitated by technological change and by spurts in new investments that render old equipment obsolete. Cobeljic and Stojanovic maintain that "sporadic technical leaps... sometimes assume the proportions of technical revolutions." (c) Long waiting periods (gestation periods) between undertaking an investment project and its production which, with the grouping of periods when many such investment projects are ready, produces varying rates of growth (Pajestka).



"Don't feel sorry for him. He pays less rent than any of the others."

Sturshel (Sofia)



« These have flexible prices »

Rocah (Prague)

5. "Sporadic acceleration of the rate of accumulation" (Cobeljic and Stojanovic, Goldmann), which by itself speeds up the rate of growth at the time it takes place, at the time when the new productive capital goods start producing and increase the productive capacity of the economy.

6. Lags in the expansion of production of investment goods (Cobeljic and Stojanovic). M. Kalecki speaks of a "raw materials barrier" and Goldmann of uneven increases in raw materials and varying growths in manufacturing industries which create productive bottlenecks.

7. Armaments (Cobeljic and Stojanovic), the production of which fluctuates considerably for political reasons. Those fluctuations are transmitted in several ways to the rest of the economy.

8. W.Brus adds to the above list several factors which may retard the rate of growth rather than produce fluctuation: (a) excessive factor input—or inefficient utilization of labor, capital and raw materials (mentioned also by Goldmann); (b) inflexibility in planning; (c) insufficient stimuli for technological advance (mentioned also by Pajestka); (d) alienation (here Marx would be startled) and the growth of bureaucracy. Of similar character are some factors mentioned by Goldmann: (e) a long run rise in stocks; (f) an increasing volume of uncompleted construction.

9. Poor planning, as a sort of catchall for uneven growth (Pajestka and Goldmann advocate decentralization of decision-making to the enterprise level to decrease the incidence of poor planning). This argument amounts to an acknowledgment of costly mistakes being perpetrated by the central planners. Poor planning on the enterprise level was also brought up during the Polish Seventh Plenum (B. Jaszczuk, Nowicki and Schultz).

10. Delays and incomplete deliveries of orders by subcontracting enterprises (Jaszczuk). This reason is given as partial explanation of short-term fluctuations.

As a Western writer, Staller is characteristically laconic. Although some of his points resemble those made by the east European economists, they bear repeating:

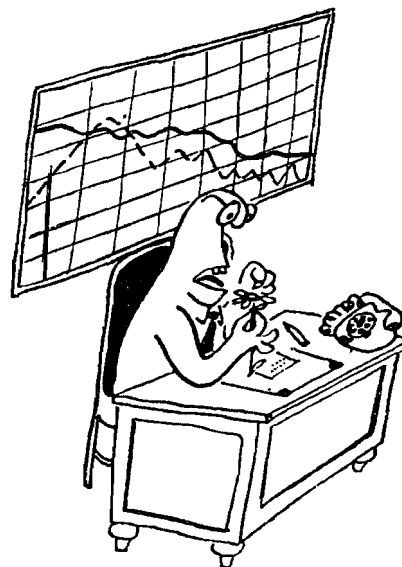
"The explanation would presumably run in terms of such factors as rapid shifts in economic policies, changes in organization and planning techniques, political unrest, overambitious goals and planning errors."

The present writer would supplement this list with the following:

1. Communist planning produces inadequate or untruthful vertical movement of information from enterprises to the central planners, resulting in unrealistic or mistaken decisions. I would call this phenomenon "faulty communist cybernetics."

2. East European countries are characteristically more dependent on agriculture than is true of the more developed free-market countries. Consequently, the variability of output characteristic for agriculture affects them more strongly than it does the free-market economies.

3. Finally, and most important, the primacy of communist politics and ideology over economics is probably the major cause of production cycles. Freeing the economies from ideological shackles would probably reduce economic fluctuations considerably. Whether the adoption of such a course is likely is another matter.



« To invest, to stop production... »

Hospodarske Noviny (Prague)